

**No. 38367**

---

**France  
and  
Senegal**

**Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Senegal on the movement and sojourn of persons (with annex).  
Dakar, 1 August 1995**

**Entry into force:** *1 April 2002 by notification, in accordance with article 15*

**Authentic text:** *French*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 25 April 2002*

---

**France  
et  
Sénégal**

**Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal relative à la circulation et au séjour des personnes (avec annexe). Dakar, 1 août 1995**

**Entrée en vigueur :** *1er avril 2002 par notification, conformément à l'article 15*

**Texte authentique :** *français*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 25 avril 2002*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU  
SÉNÉGAL RELATIVE À LA CIRCULATION ET AU SÉJOUR DES  
PERSONNES

Le Gouvernement de la République française et  
Le Gouvernement de la République du Sénégal,  
Désireux de fixer, dans l'intérêt commun, les règles de circulation des personnes entre  
les deux Etats sur le fondement de la réciprocité, de l'égalité et du respect mutuel,  
Désireux de prendre en compte l'évolution intervenue dans la situation des deux Etats,  
Sont convenus des dispositions suivantes :

*Article 1*

Les ressortissants français désireux de se rendre sur le territoire sénégalais et les ressortissants sénégalais désireux de se rendre sur le territoire français doivent être en possession d'un passeport en cours de validité revêtu du visa lorsqu'il est requis par l'Etat d'accueil ainsi que des certificats internationaux de vaccinations exigés par cet Etat.

*Article 2*

Pour demander la délivrance d'un visa et être admis à entrer sur le territoire de l'Etat d'accueil pour un séjour n'excédant pas trois mois, les ressortissants de chacune des Parties contractantes doivent présenter des documents justifiant de l'objet et des conditions du séjour envisagé et être munis d'un billet de transport circulaire ou aller retour, nominatif, incessible et non négociable pour garantir leur retour dans le pays de provenance ou le transit vers un Etat dans lequel leur admission est garantie.

Ils doivent en outre, justifier de moyens suffisants pour leur subsistance tels qu'ils sont précisés en annexe, et de leur hébergement pendant la durée du séjour envisagé.

*Article 3*

1. Sont dispensés du visa prévu à l'article 1 les membres du Gouvernement et les titulaires de passeports diplomatiques.

2. Sont dispensés de la présentation des documents prévus à l'article 2 :  
les membres des missions diplomatiques et des postes consulaires et les membres de leur famille à charge, venant pour prendre leurs fonctions dans l'autre Etat ;  
les membres des Assemblées parlementaires des Etats contractants ;

les fonctionnaires, officiers et agents des services publics de l'autre Etat lorsqu'ils sont porteurs d'un ordre de mission de leur Gouvernement ou fonctionnaires d'une organisation intergouvernementale munis d'un ordre de mission délivré par cette organisation ;

les membres des équipages des navires et des aéronefs effectuant des déplacements de service sous le couvert des documents prévus par les conventions internationales pertinentes.

#### *Article 4*

Pour un séjour de plus de trois mois, les ressortissants français à l'entrée sur le territoire sénégalais et les ressortissants sénégalais à l'entrée sur le territoire français doivent être munis d'un visa de long séjour et des justificatifs prévus aux articles 5 à 9 ci-après, en fonction de la nature de leur installation.

#### *Article 5*

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux d'exercer sur le territoire de l'autre Etat une activité professionnelle salariée doivent en outre, pour être admis sur le territoire de cet Etat, justifier de la possession :

1. D'un certificat de contrôle médical établi dans les deux mois précédant le départ et délivré :

en ce qui concerne l'entrée en France, par le consulat de France compétent, après un examen subi sur le territoire sénégalais devant un médecin agréé par le consulat en accord avec les autorités sénégalaises ;

en ce qui concerne l'entrée au Sénégal, par le consulat du Sénégal compétent, après un examen subi sur le territoire français devant un médecin agréé par le consulat en accord avec les autorités françaises.

2. D'un contrat de travail visé par le Ministère du Travail dans les conditions prévues par la législation de l'Etat d'accueil.

#### *Article 6*

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux d'exercer sur le territoire de l'autre Etat une activité professionnelle, industrielle, commerciale ou artisanale doivent être munis du visa de long séjour prévu à l'article 4 après avoir été autorisés à exercer cette activité par les autorités compétentes de l'Etat d'accueil.

#### *Article 7*

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux de s'établir sur le territoire de l'autre Etat sans y exercer une activité lucrative doivent, outre le visa de long séjour prévu à l'article 4, justifier de la possession de moyens d'existence suffisants.

*Article 8*

Le ressortissant de l'un des Etats contractants régulièrement établi sur le territoire de l'autre Etat a le droit de se faire rejoindre, au titre du regroupement familial, par les membres de sa famille, dans les conditions prévues par chacun des Etats.

Ils reçoivent un titre de séjour de même nature que celui de la personne qu'ils rejoignent.

*Article 9*

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux de poursuivre des études supérieures ou d'effectuer un stage de formation qui ne peut être assuré dans le pays d'origine, sur le territoire de l'autre Etat doivent, pour obtenir le visa de long séjour prévu à l'article 4, présenter une attestation d'inscription ou de préinscription dans l'établissement d'enseignement choisi, ou une attestation d'accueil de l'établissement où s'effectue le stage. Ils doivent en outre justifier de moyens d'existence suffisants, tels qu'ils figurent en annexe.

Les intéressés reçoivent, le cas échéant, un titre de séjour temporaire portant la mention "étudiant". Ce titre de séjour est renouvelé annuellement sur justification de la poursuite des études ou du stage, ainsi que de la possession de moyens d'existence suffisants.

*Article 10*

Pour tout séjour sur le territoire français devant excéder trois mois, les ressortissants sénégalais doivent posséder un titre de séjour.

Pour tout séjour sur le territoire sénégalais devant excéder trois mois, les ressortissants français doivent posséder un titre de séjour.

*Article 11*

Après trois années de résidence régulière et non interrompue, les ressortissants de chacune des Parties contractantes établis sur le territoire de l'autre Partie peuvent obtenir un titre de séjour de 10 ans.

Ce titre de séjour est renouvelable de plein droit dans les conditions prévues par l'Etat d'accueil. Les droits et taxes exigibles lors de sa délivrance ou de son renouvellement doivent être fixés selon un taux raisonnable.

*Article 12*

Les stipulations du présent Accord ne portent pas atteinte au droit des Etats contractants de prendre des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public et à la protection de la santé et de la sécurité publiques.

*Article 13*

Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application de la législation respective des deux Etats sur l'entrée et le séjour des étrangers sur tous les points non traités par l'Accord.

*Article 14*

En cas de difficulté, les deux Gouvernements chercheront un règlement amiable par la voie diplomatique et pourront, en tant que de besoin, réunir une commission ad hoc, à la demande de l'une ou l'autre Partie.

*Article 15*

La présente Convention abroge et remplace la Convention franco-énégalaise du 29 mars 1974 sur la circulation des personnes.

Elle est conclue pour une période de 5 ans à compter de son entrée en vigueur et renouvelable annuellement par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des Parties contractantes.

La dénonciation devra être notifiée par la voie diplomatique six mois avant l'expiration de chaque période.

Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises, en ce qui la concerne, pour la mise en vigueur de la présente Convention, qui prendra effet le premier jour du 2ème mois suivant la réception de la dernière notification.

Fait en double exemplaire à Dakar, le 1er août 1995.

Pour le Gouvernement de la République française :

RENÉ ALA

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal :

MOUSTAPHA MIASSE

A N N E X E

La notion de moyens d'existence suffisants utilisée dans le texte de la Convention relative à la circulation et au séjour des personnes s'entend :

Pour les séjours de moins de trois mois, l'appréciation des moyens d'existence suffisants se fera par référence à l'équivalent du SMIC et au prorata de la durée du séjour de l'intéressé, le cas échéant pondérée par les avantages matériels que confère le certificat d'hébergement.

S'agissant des étudiants boursiers, les ressources suffisantes sont justifiées par la production d'une attestation de bourse d'études ou de stage.

S'agissant des étudiants non boursiers, les ressources suffisantes sont constituées par une somme au moins égale à 70 % de l'allocation d'entretien servie par le Gouvernement français aux étudiants boursiers, indépendamment des avantages matériels dont ils peuvent justifier.

[ TRANSLATION — TRADUCTION ]

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF SENEGAL ON THE MOVEMENT AND SOJOURN OF PERSONS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Senegal,

Desiring to determine, in the common interest, rules on the movement of persons between the two States on the basis of reciprocity, equality and mutual respect,

Desiring to take into account the developments that have occurred in the situation of the two States,

Have agreed as follows:

*Article 1*

French nationals wishing to enter Senegalese territory and Senegalese nationals wishing to enter French territory must be in possession of a valid passport bearing such visa as is stipulated by the receiving State and the international vaccination certificates required by that State.

*Article 2*

In order to request the issuance of a visa and be admitted to the territory of the receiving State for a stay not exceeding three months, the nationals of either Contracting Party must present documents confirming the purpose and conditions of the proposed stay and be in possession of a non-transferable and non-negotiable round-trip or return ticket in their name in order to guarantee their return to the country of origin or travel to a State to which their admission is guaranteed.

They must also prove that they have sufficient means for their subsistence, as set forth in the annex, and for their accommodation during the proposed stay.

*Article 3*

1. Members of the Government and holders of diplomatic passports shall not be required to obtain the visa referred to in article 1.

2. The following persons shall not be required to present the documents referred to in article 2:

- Members of diplomatic missions and consulates arriving to take up their posts in the other State, and their dependants;
- Members of the parliamentary assemblies of the Contracting States;

- Officials, officers and employees of the public services of the other State when they have a mission order from their Government, and officials of intergovernmental organizations who have a mission order issued by their organization;

- Members of the crews of ships and aircraft on official travel under cover of the documents stipulated in the relevant international conventions.

*Article 4*

For a stay of more than three months, French nationals, upon entering Senegalese territory, and Senegalese nationals, upon entering French territory, must be in possession of a long-stay visa and, depending on the nature of their stay, of the supporting documentation referred to in articles 5 to 9 below.

*Article 5*

Nationals of either Contracting State wishing to take up paid employment in the territory of the other State must also, in order to be admitted to the territory of that State, prove that they are in possession of:

1. A medical certificate drawn up during the two months prior to departure and issued:

- With respect to entry into France, by the competent French consulate, after an examination performed in Senegalese territory by a physician approved by the consulate in agreement with the Senegalese authorities;

- With respect to entry into Senegal, by the competent Senegalese consulate, after an examination performed in French territory by a physician approved by the consulate in agreement with the French authorities.

2. A contract of employment stamped by the Ministry of Labour under the conditions stipulated in the laws of the receiving State.

*Article 6*

Nationals of either Contracting State wishing to engage in the territory of the other State in a professional activity, in manufacturing, commerce or craft must, in addition to holding the long-stay visa referred to in article 4, have been authorized to engage in such activity by the competent authorities of the receiving State.

*Article 7*

Nationals of either Contracting State wishing to establish themselves in the territory of the other State without engaging in gainful employment must, in addition to holding the long-stay visa referred to in article 4, prove that they have sufficient means of support.



*Article 8*

A national of one of the Contracting States who is legally established in the territory of the other State shall have the right to be joined, on the ground of family reunion, by the members of his family, under the conditions stipulated by each State.

They shall receive a residence permit of the same type as that of the person they are joining.

*Article 9*

Nationals of either Contracting State wishing to pursue higher studies or attend, in the territory of the other State, an advanced training course which cannot be provided in the country of origin must, in order to obtain the long-stay visa referred to in article 4, present a certificate of registration or pre-registration from the chosen educational establishment or a certificate of acceptance from the establishment at which the training will take place. They must also prove that they have sufficient means of support.

The persons concerned shall receive, if necessary, a temporary residence permit marked "student". This residence permit shall be renewed annually subject to proof that the studies or training are being effectively pursued and of possession of sufficient means of support, as set forth in the annex.

*Article 10*

For any stay in French territory to exceed three months, Senegalese nationals must be in possession of a residence permit.

For any stay in Senegalese territory to exceed three months, French nationals must be in possession of a residence permit.

*Article 11*

After three years of uninterrupted legal residence, nationals of either Contracting Party established in the territory of the other Party may obtain a 10-year residence permit.

Such residence permit shall be automatically renewable under the conditions stipulated by the receiving State. The fees and charges payable upon its issuance or renewal must be set at a reasonable rate.

*Article 12*

The provisions of this Convention shall not affect the right of the Contracting States to take any measures necessary for the maintenance of public order and for the protection of public health and security.

*Article 13*

The provisions of this Convention shall not prevent the application of the respective legislation of the two States concerning the entry and stay of foreigners to all points not covered by the Convention.

*Article 14*

In case of difficulty, the two Governments shall seek an amicable settlement through the diplomatic channel and may, if necessary, convene an ad hoc commission at the request of either Party.

*Article 15*

This Convention rescinds and supersedes the Convention between France and Senegal of 29 March 1974 on the movement of persons.

It is concluded for a period of five years as from the date of its entry into force and shall be renewable annually by tacit agreement unless it is denounced by one of the Contracting Parties.

Notice of the denunciation shall be given through the diplomatic channel six months prior to the expiration of each period.

Each Contracting Party shall notify the other of the completion of the domestic procedures required for the entry into force of this Convention, which shall take effect on the first day of the second month following the receipt of the last notification.

Done in duplicate at Dakar on 1 August 1995.

For the Government of the French Republic:

RENE ALA

For the Government of the Republic of Senegal:

MOUSTAPHA MIASSE

ANNEX

The term sufficient means for subsistence as used in the Convention on the movement and sojourn of persons means:

For a stay of less than three months, the estimate of sufficient means of subsistence will be made by referring to the equivalent of the SMIC and proportionally to the length of stay of the person in question, if need be adding the material advantages of a certificate of accommodation.

In the case of scholarship holders, sufficient means are established by presenting proof of the receipt of a scholarship for studies or an internship.

In the case of students without scholarships, sufficient means refers to a figure which amounts to 70% of the maintenance grant given to scholarship students by the French Government, apart from any material advantages they may enjoy.

